

• **Juin 2021 • Numéro 185** •

Bas les masques pour le bon peuple quand le pouvoir avance masqué

Edito : Les jours heureux ? *Par Jean-Luc Gonneau*

*Nous voici enfin libérés des masques (en extérieur «fluide») après treize mois d’un carnaval morbide. Symbole d’un muselage à l’efficacité sanitaire, au moins en extérieur fluide, loin d’être évidente. Au revoir aussi le couvre-feu, que nos forces de l’ordre peinaient de plus en plus à faire respecter : quand les événements nous dépassent, feignons d’en être les libérateurs. Mais nous voici menacés d’un «pass sanitaire», certes non obligatoire, sauf si vous voulez voyager un peu loin, ou participer à des événements culturels de grande taille. Ou peut-être, demain, tout simplement aller au resto. Car «on» craint, sans trop le savoir, une quatrième vague, automnale, de ce fichu virus et de ses variants sur lesquels les grands labos pharmaceutiques fondent de grands espoirs pour prolonger la manne financière qui vient, s’il en était besoin, de les couvrir d’or. Comme quoi la liberté est toujours relative.*

*Pendant ce temps, notre président entame, aux frais des contribuables, un tour de France pour «aller à la rencontre» (traduisez : une précampagne électorale) de son bon peuple, ou plutôt, le plus souvent, d’un échantillon soigneusement choisi du bon peuple en question. Car sinon, un incident est toujours possible. Une baffe, par exemple. Nous rejoignons bien entendu, car toute violence est condamnable, l’opprobre qui s’est abattue sur le baffeur moyenageux auteur de l’attentat. Des esprits mal tournés ont susurré que chacun.e d’entre nous a rencontré dans sa vie, des «têtes à claques», qui donnent furieusement envie d’actionner les extrémités de nos bras. Mais, individus civilisés, les chacun.es d’entre nous ne font heureusement que caresser un rêve sans passer à l’action.*

*Nous ne blâmerons que modérément le président Macron pour cette précampagne qui ne dit pas son nom (une précampagne masquée, quoi), car la plupart de ses prédécesseurs ont utilisé les moyens de l’Etat pour ce genre de tourisme. Et que ses successeurs ne se priveront probablement pas d’apprécier à leur juste valeur les mille et un charmes de notre beau pays. Ce qui est vrai.*

*Dans quelques jours, nos compatriotes sont appelés aux urnes pour élire leurs représentants régionaux et départementaux. Nous constatons avec regret que ce scrutin est loin de passionner les foules, qui semblent beaucoup plus attachées à suivre les exploits espérés de notre équipe nationale de football. Signe, hélas récurrent, d’un délitement de notre démocratie. Il est à craindre que ce cet épisode ne profite qu’au seul Rassemblement national, les autres «forces» politiques apparaissant plus soucieuses de «limiter les dégâts». La gauche continue de payer le prix de ses renoncements passés, la droite du siphonage opéré par la macronie, et la macronie de la violence de son ultralibéralisme (masqué, certes, mais si mal).*

*Ce délitement démocratique nous paraît lié au désarroi qui touche une proportion importante de nos concitoyens. Quand il y a désarroi apparaît un souhait d’ordre. Et si l’ordre survient, la liberté est en péril. Saurons nous la préserver, notre liberté, liberté chérie.*

**Au sommaire de ce numéro**

**Immersion** La levée ou l’allègement de plusieurs contraintes entrainées par la pandémie donne certes une bouffée d’oxygène à la population, mais l’immersion qui nous menace n’est pas aux tables de terrasses mais dans les têtes avec l’appui de bien des médias : celle de tendance lourde vers le tout-sécuritaire, à laquelle une grosse partie de la classe politique, même à «gauche» succombe ou pariat proche de succomber. **Yann Fiévet** nous explique tout ça.

**Fury Room** Sommes-nous rendus en France au point de fascisme ? Pas encore. Sommes-nous en voie de fascisation ? Sans doute... C’est la conviction de **Frédéric Lordon**, qu’il étaye dans ce texte brillant.

Chroniques du temps de Manu 1er, dit l’Infaillible Une nouvelle chronique de Julie d’Aiglemont, une «Chronique du onzième jour du mois de juin, en l’an de très grande disgrâce vingt et un. Où il est question de geôle, de magnanimité bien étudiée et d’un certain égarement» à propos du roi Manu et de sa cour. Avec style et humour

Portrait maison d’Adolphe Thiers Lecteur régulier de nos publications, et blogueur émérite, Albert Houcq nous prévient. A l’occasion du 150e anniversaire de la Commune de Paris : «Une fois n’est pas coutume, aujourd’hui, je vais prendre soin de la frange la plus conservatrice de mon lectorat». Et suit un portrait tout en ironie de l’un des plus fameux gredins de l’histoire de France. *Illustrations de Goudal et André Gil, glanées par l’auteur*

**Un militant pacifique harcelé par la police et la justice.** Frédéric Vuillaume, syndicaliste franc-comtois eut la mauvaise (selon la police) idée de participer à des manifestations des gilets jaunes. Résultat : sept gardes à vue en deux ans, des inculpations ineptes à répétition. Et heureusement à chaque fois des relaxes. **Jean-Pierre Anselme** nous décrit ce harcèlement

Définir le consentement ? En complément d’un précédent article (voir notre numéro précédent et notre site), Saül Karsz revient sur la notion de consentement, difficile à cerner tant ses formes sont multiples.

La Journée des médecins José Barrosa appris qu’il existait une Journée des médecins. Grave question : comment se comporter avec son médecin lors de la Journée des médecins ? Un petit bijou d’humour.*Traduit du portugais par João Silveirinho*

Moment de tendresse dans un monde de brutes Un dessin touchant glané sur le net par Lenina Pereira Machadinha

Un dépôt de plainte. Fidèle lecteur du Cactus, Alain Filou, comme son nom ne l’indique pas, est un citoyen vertueux et tranquille. Pour la première fois de sa vie, il a décidé de porter plainte, suite à la diffusion par Youtube d’une vidéo singeant l’assassinat de militants insoumis. Il nous explique pourquoi, et comment.

Les trouvailles d’Agnès Bihl Agnès est notre chanteuse préférée, talentueuse et dynamique chanteuse et parolière, espiègle et engagée. Elle propose sur sa page facebook, entre autres choses, un florilège de traits d’humour glanés sur le net. On vous en offre ici encore trois.

**Immersion**

*Par* ***Yann Fiévet***

Pendant que les multitudes qui piaffaient d’impatience depuis des mois se ruent sur les terrasses de bistrots ou dans les «salles obscures» un inquiétant climat socio-politique se met doucement en place en France. Le déconfinement libératoire des corps cache aux yeux des déconfinés les moins regardants une autre libération, celle des esprits les plus étriqués, qu’il va être difficile de contraindre. A onze mois de la prochaine élection présidentielle la société française s’immerge inexorablement dans les profondeurs insondables de l’océan du tout-sécuritaire. A chaque nouvelle échéance politique majeure cette vague-là enfle et recouvre des rivages jusque-là préservés. Pourtant, il se pourrait que cette fois les flots fassent définitivement, si nous n’y prenons garde, perdre pied à la démocratie.

Les digues, une à une, cèdent sous les assauts de la tumultueuse marée montante. Le dernier point d’orgue en la matière – mais sûrement pas l’ultime – s’est incarné sans conteste dans les remous que suscita la récente manifestation de la police devant l’Assemblée Nationale. La volonté policière d’intimider le pouvoir politique en place s’accompagna en cette occasion de deux funestes nouveautés : le Ministre de l’Intérieur lui-même se joignit à la manifestation ; tous les partis politiques, à l’exeption de la France Insoumise, y envoyèrent leurs représentants les plus en vue. Comment est-il possible que des responsables politiques de premier plan se laissent aveugler à ce point ? La police est mécontente ? Les policiers sont à bout ? Oui, mais il faudrait mesurer attentivement les raisons véritables du mécontentement et du désarroi des «forces de l’ordre». A l’examen, les gesticulations de Gérard Darmanin ne résistent pas longtemps. Il s’offusque bruyamment des quelques policiers tué en service commandé – morts évidemment toujours regrettables – pour mieux cacher d’autres causes du malaise de la police. Le nombre de suicides de policiers est chaque année autrement plus élevé et l’on sait qu’ils sont dus au manque de moyens donnés à la police pour son fonctionnement normal tout comme au défaut de considération de l’Etat pour le travail quotidien des policiers, à commencer par le nom paiement de très nombreuses heures supplémentaires pourtant dûment effectuées. Alors, qui est vraiment responsable de l’insécurité de la police ? Au passage, nous pouvons signaler que les syndicats majoritaires de la police évoluent eux-mêmes en eaux trouble préférant mettre au premier plan le laxisme supposé de la Justice. Enfin, que sont allés faire dans cette galère les partis dits de gauche ? Ils paraissent avoir très rapidement oublié les trop nombreuses victimes des «violences policières» de ces dernières années. Et, de surcroit, ils semblent mettre sous le boisseau le fait que la police française vote déjà à 60% pour l’extrême-droite.

La pente mortifère vers le tout-sécuritaire n’est pas qu’une affaire de police. Elle serait alors assez facile à ralentir. Elle est bien davantage affaire de contexte général où la surenchère des fonds de commerce fait florès. A ce jeu-là l’actuel hôte de l’Elysée qui souhaite garder le pouvoir en 2022 mène la danse. A défaut de s’approprier toutes les fulgurances de la pensée d’Antonio Gramsci – ce qui lui est intellectuellement impossible – il en est néanmoins une qu’il a parfaitement assimilée : la conquête du pouvoir doit être précédée de «l’hégémonie culturelle». On entend là non pas l’investigation des lieux de culture, plutôt tenus par la pensée de gauche, mais l’instillation de façon majoritaire au sein du corps électoral de ce que l’on peut nommer un «sens commun». La formation de ce dernier est affaire de «boîtes-à-idées», de médias de masse dominants, de réseaux sociaux manipulables, de pathétiques «concours d’anecdotes» pour jeunesse échevelée, etc. En 2017, le sens commun sur lequel Emmanuel Macron s’est fait élire était la poursuite à outrance de la libération de l’économie au service du «redressement national» et, notamment, pour la création massive d’emplois. Cela n’a pas fonctionné, tout le monde le sait maintenant. Comme on ne peut faire le coup une seconde fois il convenait d’inventer un nouveau sens commun. On décide alors de chercher des coupables et rapidement on en trouve. Tous ceux qui empêchent la société et son économie de tourner en rond son désignés à la vindicte populaire : les migrants, les fomenteurs de «séparatisme», les «islamo-gauchistes qui gangrènent l’Université», les juges qui ne sont pas assez durs avec les délinquants et les criminels, etc. Le nouveau sens commun recouvre tout, devient envahissant, fait oublier, par exemple, que lorsqu’un ultra-riche gagne dix milliards d’euros de plus en un an quand ils en a déjà cent la stimulation de l’économie et la réduction des inégalités deviennent des gageures. Pour le vulgum pecus les possédants sont inaccessibles, mieux vaut alors s’en prendre à des «ennemis» de proximité fussent-ils innocents des maux qu’intentionnellement on leur attribue.

Les vrais empêcheurs des nécessaires transformations de la société et de l’économie au service de la justice sociale et de la préservation de l’environnement sont pourtant facilement identifiables. Il s’agit des firmes transnationales et de leurs multiples groupes de pression auxquels les pouvoirs publics n’ont de cesse de céder. Il n’est pas besoin de chercher longtemps pour trouver là de vrais délinquants ou criminels à qui l’immersion susnommée garantit une confortable impunité. «Mieux vaut Hitler que le Front populaire» disaient les industriels et affairistes des années trente . Aujourd’hui encore ils laisseront faire pourvu que leurs intérêts particuliers soient sauvegardés. La défense de l’intérêt général commanderait que les véritables périls de notre époque soient désormais clairement identifiés et vigoureusement combattus. Hélas, il semble que l’on soit loin de vouloir emprunter ce chemin-là. Il est plus facile, par exemple, de combattre l’enseignement «immersif» des langues régionales en méprisant ainsi ce pan de notre patrimoine commun. A se tromper d’immersion on se prépare à vivre des lendemains fort douloureux.

**Fury room**

*Par* ***Frédéric Lordon***

Sommes-nous rendus au point de fascisme ? Pas encore. Sommes-nous en voie de fascisation ? Sans doute. En fait, il n’y a plus trop à hésiter : un *processus* est en cours. Ce que disait Lénine de la crise révolutionnaire vaut déjà au stade de la crise organique (Gramsci) : si c’est à des degrés divers, l’une et l’autre se reconnaissent à leurs rythmes caractéristiques, tout y est accéléré, les déplacements se produisent à des vitesses phénoménales. Qui, il y a deux ans, aurait pu imaginer des tribunes de militaires factieux, une manifestation de policiers du même métal, appelant à faire «sauter les digues de la Constitution» avec la bénédiction de presque toute la classe politique, des grands médias, comme CNews, demain Europe 1, à ce point fascisés, d’autres qui courent derrière (LCI, BFM), le service public toujours disponible pour tenir à l’agenda les pires sujets, ouvrir micro aux pires invités [[1](http://www.elcorreo.eu.org/FURY-ROOMSommes-nous-rendus-en-France-au-point-de-fascisme-Pas-encore-Sommes-nous-en-voie-de-fascisation-Sans-doute#nb3-1)], un hebdomadaire d’extrême droite, *Valeurs Actuelles*, faisant l’agenda politique, le même effet de remorque pour toute une série d’autres hebdos *(Le Point, L’Express, Marianne),* des ministres vomissant leurs délires islamophobes en toute occasion, rêvant ouvertement de purges à l’université, l’installation dans le paysage d’une gauche d’extrême droite (Valls, Printemps républicain), qui ? À la vitesse désormais acquise par le processus, on entendra d’ici peu des cortèges défiler aux cris de « Mort aux Arabes ».

Fury country

Pour quelle raison faut-il que ce soit (presque) toujours l’extrême droite qui profite du délabrement capitaliste ? La réponse est à chercher dans le fait que l’extrême droite constitue une proposition politique *intrinsèquement violente*. Tel est son avantage concurrentiel écrasant en situation de crise organique : car la proposition de l’extrême droite fait émonctoire pour toutes les violences particulières individuelles, maltraitances, ressentiments, humiliations, réelles comme imaginaires. Sous une forme légitimée par son inscription dans le champ politique «officiel», l’extrême droite présente un réceptacle, un vase d’expansion à tous ces affects. Des gens *veulent* une proposition politique violente parce qu’elle leur offre une solution expressive pour leurs propres tensions : c’est insupportable, alors il faut que ça sorte, peu importe où, peu importe comment. Il faut que ça cogne.

D’une certaine manière le néolibéralisme, qui est la cause structurale de tous ces dérèglements, en a livré la formule réduite mais sous l’aspect d’une trouvaille managériale en apparence anecdotique, ridicule, donc méconnaissable comme telle : la *rage-room*, ou *fury-room*. Comme on l’a compris d’après son nom, la *fury-room* est un espace qui offre aux cadres sur-stressés un lieu où il leur est licite de tout détruire – au choix selon la formule, on met à leur disposition, dans un local clos, vaisselle ou mobilier de bureau, à cette fin dûment contractuelle de se vider de leur rage par la destruction de choses. Comme on sait, tout casser sans autre propos que de casser, sans autre propos que la casse intransitive, au seul bénéfice de la décharge, est un geste d’impuissance par excellence. D’ailleurs le malheureux cadre, une fois détruite l’effigie de son chef ou la réplique de son bureau, y retourne. Faute de toute emprise sur les données réelles de sa situation, il s’agit pour l’individu de se donner une solution réactionnelle, par déplacement : en s’en prenant à un autre objet, sans lien aucun avec sa situation, mais choisi comme point d’application externe des intensités violentes qui le submergent – à défaut de quoi le point d’application est interne, par retournement sur le corps propre : ulcères, somatisations diverses, etc. Le néolibéralisme a maintenant porté cette trouvaille de l’échelle d’une salle de fitness de quartier aux dimensions d’un pays entier. La crise organique du capitalisme néolibéral a transformé le pays entier en *fury-room*.

Nous en sommes à un emparement de *fury* qui fait craindre, non seulement que la fascisation ne soit en marche, mais aussi qu’elle soit très près du point critique où plus rien ne pourra l’arrêter. On pense à cette image – terrible – du front d’onde du tsunami : ça démarre loin, ça va mettre un certain temps à arriver, mais c’est *irrésistible*. C’est l’image de la fatalité : le processus est armé, il n’y a plus rien à faire. La vague ne va plus cesser d’enfler, elle va tout submerger. Dans *De la Révolution*, Hannah Arendt revient sur cette curiosité qui a vu le mot « révolution », à l’origine un terme astronomique, désignant le plus parfait retour du même, celui de l’orbite des planètes, devenir d’un coup le signifiant de la rupture politique sous sa forme maximale. C’est que, explique Arendt, la révolution (astronomique) charrie aussi une idée de l’*inéluctable*. Quand La Rochefoucauld-Liancourt répond à Louis XVI qui lui demande si «c’est une révolte» : «non sire c’est une révolution», il veut dire qu’une force gigantesque lui arrive dessus et qu’elle n’est plus arrêtable. Ça n’est pas tant qu’elle va «révolutionner», au sens où nous l’entendons, que le fait qu’*il n’y a plus rien à faire*. Nous (re)vérifions donc que le terme politique de «révolution» n’a rien d’essentiel qui l’accroche à des contenus progressistes ou émancipateurs. On le savait déjà : le nazisme a été une révolution.

Ténèbres

Et nous voici aujourd’hui sur le point d’entrer dans les ténèbres, avec la crainte qu’il n’y ait plus rien à faire, que tout ne soit désormais voué à s’engrener cumulativement pour le pire. Avec également la crainte que, de ces ténèbres, on ne sorte que d’une seule façon : en les ayant traversées *tout entières*, en étant allé jusqu’au bout de la jouissance (le mot est à entendre en son sens psychanalytique bien sûr), en ayant plongé jusqu’au point d’écœurement. Alors, saoulé de ses propres horreurs, le corps social se réveille. Pour l’heure, le système médiatique met tous ses efforts, directs et indirects, par bêtise ordinaire, par absence de prise position tranchée ou par passion fascisante, à enfermer le scrutin de 2022 dans l’affrontement Le Pen/Macron – comme dans les années 30, la contribution au pire des «médias libres» s’avère déterminante. Très bien, jouons donc le jeu de ce pronostic et voyons ce qui s’en suit. Si c’est Le Pen, ce sera la guerre civile ; si c’est Macron, une insurrection – mais une insurrection «boueuse».

Si c’est Le Pen, nous aurons un racisme d’État, ouvert, affiché : non plus seulement systémique, comme il l’est déjà, mais institutionnel, comprendre : explicitement formalisé dans des textes, nommément dirigés contre les musulmans (une pente que le macronisme a déjà commencé d’emprunter). Différence avec les années 30 : les racisés ne se laisseront pas faire. Ils l’ont déjà prouvé en 2005, à l’occasion de ce qu’on a appelé les «émeutes», terme choisi tout exprès à des fins de déqualification politique. On imagine déjà ce que donnera cette réaction dans un pays chauffé à blanc de racisme (sans mauvais jeu de mots – ou avec), avec des médias déchaînés hurlant leur racisme en continu, avec des forces de police enfin entièrement libres de laisser leur racisme exulter, avec des forces armées à leur tour emportées, où certains doivent bien rêver de rejouer la guerre d’Algérie, pour la gagner cette fois, et tant pis si la nouvelle Casbah est à La Courneuve – et au milieu de tout ça des populations entre affolées et hystérisées par le spectacle général. À ce moment-là on mesurera la hauteur du tsunami de merde.

Si c’est Macron, nous suivrons une trajectoire semblable mais au ralenti, différence de rythme qui fait des différences de cours. En l’occurrence qui ouvre la possibilité d’un événement insurrectionnel, mais d’une insurrection «boueuse» en effet car, à côté des forces qui se sont déjà manifestées avec les «gilets jaunes», et que pourraient rejoindre de nombreux secteurs progressistes de la société, jeunesse en lutte, salariés révoltés, précarisés de toutes natures, on trouvera du séditieux à la Zemmour-De Villiers, du général signataire de tribunes, du policier d’extrême droite putschiste, et du bloc identitaire reconstitué. Autant dire qu’elle aura une gueule contrastée l’«insurrection», une gueule à nous faire passer les bouffées de romantisme politique, et à nous donner de fameuses migraines quand il s’agira de penser les moyens d’en organiser les issues – si possible les bonnes, contre la probabilité d’un débouché Le Pen, avec retour à l’hypothèse n°1.

Force de la proposition

Si nous voulons avoir la moindre chance d’y échapper, il y a intérêt à produire un peu d’analyse. En revenant sur ce qui fait la puissance motrice du front tsunamique fasciste, à savoir d’être une *proposition* politique de *violence*. Où les deux mots comptent. Violence d’abord, car, il faut bien l’admettre, l’extrême droite, quand elle fait cette offre pulsionnelle en temps de crise organique, y trouve un avantage compétitif redoutable : raccourcissement drastique des détours de médiation exigés de la pensée, focalisation sur une cause unique aisément identifiable, si elle est entièrement fantasmatique, présentation d’une solution réactionnelle immédiate – c’est, par excellence, le service de la pulsion qui, toujours, cherche ses voies au plus simple. Mais l’extrême droite tire aussi sa force d’articuler une *proposition* politique – sommaire, autoritaire, raciste, mais une catharsis à cette échelle est suffisante à faire une proposition. Par-là nous voyons au moins que ce qui nous précipite dans la *fury-room* nous indique également la seule voie pour en sortir : la voie de la *proposition* – d’une *autre* proposition. Mais de portée semblable : une proposition *d’ensemble*.

On dira que, face au tsunami qui vient, une proposition communiste, celle par exemple qui s’élabore à partir du salaire à vie ou de la garantie économique générale, est risible ? Elle a tout de même de quoi venir s’accrocher très prosaïquement sur un grand nombre d’expériences vécues, auxquelles elle vient offrir un sens et une perspective : les expériences de la précarité notamment, dont elle propose de relever tous et toutes par le salaire à vie, les expériences de la destruction du sens du travail, qu’elle se propose de restaurer par la destitution de la propriété lucrative et la souveraineté des producteurs. Ces choses-là ne sont pas des abstractions, elles rencontrent par excellence la condition salariale, qui est la condition sociale la plus générale, offrent par-là de puissants leviers.

Il y a aussi et surtout que, d’une proposition, elle a toutes les propriétés intéressantes, notamment de recoordination politique *à grande échelle* par une donation de sens global, non pas au sens d’une direction de l’histoire mais d’une resignification de la vie sociale dans son ensemble, appuyée sur des figurations. La proposition d’extrême droite prospère sur l’anomie, sur la dislocation du sens antérieur, le rejet confus d’un ordre dont on perçoit les tensions qu’il inflige mais sans idée de leurs causes, et l’aspiration à on ne sait pas quoi pourvu que ce soit *autre,* aspiration floue mais impérieuse, à laquelle, précisément, la proposition d’extrême droite vient donner un *contour*, avec toutes ses propriétés anxiolytiques.

Ça n’est pas une très grande découverte : l’extrême droite prospère sur le fumier des crises du capitalisme parce qu’elles sont des crises *anarchiques*, au sens de crises de l’*arkhé* [[2](http://www.elcorreo.eu.org/FURY-ROOMSommes-nous-rendus-en-France-au-point-de-fascisme-Pas-encore-Sommes-nous-en-voie-de-fascisation-Sans-doute#nb3-2)] : des moments de dislocation de l’armature axiologique d’ensemble. C’est sur ce terrain du ré-ancrage, de la proposition politique générale, et sur ce terrain seulement, qu’il y a quelque chance de défaire réellement le fascisme. Il va donc falloir qu’un certain nombre de secteurs de la gauche radicale se convainquent d’en revenir de leur vertueuse abstention – surtout ne rien dire qui puisse sembler indiquer une *direction*, c’est beaucoup trop «avant-garde autoritaire» – ou, dans un registre proche, mais plus *arty*, de leur pâmoison pour les *gestes*. Le geste, pour Agamben, c’est le mouvement intransitif, le mouvement pur, le mouvement pour le mouvement, défait de toute intention de *faire quelque chose* – l’avenir de la politique paraît-il. Faisons des gestes, nous dit Agamben, pour nous désaliéner de la vue instrumentale du monde qui nous fait tant de mal, et qui prépare toutes les prises de pouvoir [[3](http://www.elcorreo.eu.org/FURY-ROOMSommes-nous-rendus-en-France-au-point-de-fascisme-Pas-encore-Sommes-nous-en-voie-de-fascisation-Sans-doute#nb3-3)]. Quelle riche idée : désintéressons-nous du pouvoir et des institutions – pendant ce temps, ils tombent aux mains des fascistes. On peine à la croire, mais c’est ce genre de philosophie esthético-politique qui rafle la mise dans de larges secteurs de la gauche radicale [[4](http://www.elcorreo.eu.org/FURY-ROOMSommes-nous-rendus-en-France-au-point-de-fascisme-Pas-encore-Sommes-nous-en-voie-de-fascisation-Sans-doute#nb3-4)]. Si l’on juge de la force d’une pensée politique à sa tenue face à l’événement, l’heure de vérité ne va pas tarder à sonner : car les *gestes* contre le fascisme, ou faire donner Isadora Duncan contre Marine Le Pen pourrait ne pas être tout à fait à la hauteur. Contre la solution de ré-ancrage fasciste, contre l’*arkhé* fasciste, il n’y a aucune autre voie que la proposition *globale* d’une contre-*arkhé*, une *arkhé* à la fois anticapitaliste et antifasciste : une *arkhé* communiste.

Pendant ce temps, les élections…

Tout ça est bien mignon, mais les conditions de votre révolution n’existent pas plus (aujourd’hui) que les effets des *gestes* (en général) – encore moins sous le signifiant calamiteux du communisme. En attendant, il y a 2022, on va plutôt se rabattre là-dessus pour commencer. Dans l’état d’affolement où le pays de gauche se trouve saisi, il y aura peu de monde (encore moins que d’habitude) pour résister à cet argument-là. De ce côté, les choses ne vont pas tarder à devenir d’une clarté cristalline. La gauche de droite a déjà fait l’impasse sur le scrutin, ne doit pas être loin de penser qu’un mandat Le Pen ramènerait au bercail raisonnable et progressiste tous ceux qui s’en sont écartés et que, ma foi, cinq ans, «si on va au bout ah ah ah» (comme disait le RPR en 1981 en appelant en sous-main à voter Mitterrand, ce sera vite passé). Cette gauche fera tout ce qu’elle peut pour faire échouer Mélenchon.

On reste tout de même sidéré qu’il se trouve encore des bienheureux pour appeler à l’«union de toutes les gauches». Mais que faut-il avoir dans les yeux (j’ai une hypothèse) pour ne pas voir que Jadot, Hidalgo, Faure, et jusqu’à Roussel (qui fait de Biden un membre d’honneur du PCF) sont des personnages de *droite*, et qu’il n’était pas nécessaire pour le savoir d’attendre qu’ils se couvrent de honte (et de leur vérité) en rampant à la manifestation-intimidation fascisante de la police – défi à la logique : chercher avec des gens de *droite* une union de *gauche*. Plaît ou plaît pas, il reste un candidat à gauche : Mélenchon. Sous réserve peut-être de l’hypothèque «Sainte Christiane». Des délégations de rois mages doivent déjà se précipiter pour la supplier de venir nous sauver, et toute la presse honorable n’attend que de se rouler à ses pieds de bonheur. Elle n’en perdra pas moins l’élection. Parce que, seule et hors parti, elle ne manquera pas de faire revenir à bord tous les naufragés de la gauche de droite, et que faire des poèmes pour le XIe arrondissement n’a d’écho ni dans les campagnes ni dans les classes ouvrières.

Cette possibilité mise à part, il faut en tout cas savoir gré à la manifestation policière d’avoir nettoyé le terrain à grande eau : on y voit beaucoup plus clair. L’«union de la gauche», le «candidat commun», c’est terminé. Si Mélenchon reste seul en piste, on va voir l’époque livrer sa vérité dans l’union totale qui se constituera contre lui : extrême droite (RN), droite extrême (LREM, LR), gauche de droite (et de plus en plus à droite : PS, EELV), gauche d’extrême droite (Valls, Printemps républicain), médias surtout, abandonnés à leur détestation fulminante d’un candidat qui a le double tort d’être de gauche (en un sens minimalement exigeant) et, pis encore, d’avoir des chances, à qui donc ils préparent une sorte d’embuscade continue de douze mois – il faut dès maintenant avertir que le spectacle de la haine médiatique, service public *en tête,* peut-être pire encore que le privé, sans doute parce qu’il a à défendre la croyance qu’il est «de gauche» (en tout cas à France Inter et Culture ; France Info, elle, est tout entière aux DRH, aux petits commerçants et à la police), et que Mélenchon en est un démenti vivant, le spectacle de la haine médiatique, donc, va atteindre des sommets jamais vus.

Que la situation soit clarifiée ne suffit pas à la rendre enthousiasmante. Sans même parler de la capture électorale, on peut déjà jouer à mesurer la largeur du canyon entre ce que Mélenchon racontera et ce qu’il ferait, on sait déjà que même là où elle sera la moins grande, il y aurait des motifs à être mécontent, et qu’aucun spasme de sa campagne ne nous sera épargné ; sans parler de tous les obstacles sur sa route – donc, de tous les risques d’affalement (Tsipras augmenté). Mais nos horizons temporels sont considérablement rétrécis par l’ampleur des périls. Pendant qu’en face se constitue le bloc fasciste. L’ensemble RN-LR-LREM est déjà soudé. Que les élections s’apprêtent à le déchirer ne change rien quant à l’essentiel : il ne fait idéologiquement plus qu’un – que dire quand Macron félicite Darmanin pour un débat où il a eu l’occasion de trouver Le Pen trop molle sur la «question de l’islam», c’est-à-dire, finalement, *pas assez raciste* ? PS, EELV et PCF sont au comble de la dislocation idéologique et, comme toujours les déstructurés, roulent dans la ligne de plus grande pente : d’un ardent désir de venir se souder à leur tour. Qui échappe à la soudure ? Pourrait-il en profiter ? Reste-t-il quelque autre solution pour éviter le pire ? Tout ça est encore du dernier opaque. Une chose est certaine en revanche : comme il est de règle dans les très grandes crises, où les prises de position sont appelées à marquer, et à rester, l’histoire ouvre un surcroît de places pour la mémoire des temps futurs. Il y aura les bonnes et il y aura les mauvaises. La distribution a même déjà commencé.

*Paru dans pour le blog de Frédéric Lordon https://blog.mondediplo.net/-La-pompe-a-phynance-*

*Notes*

*[*[*1*](http://www.elcorreo.eu.org/FURY-ROOMSommes-nous-rendus-en-France-au-point-de-fascisme-Pas-encore-Sommes-nous-en-voie-de-fascisation-Sans-doute#nh3-1)*] Au lendemain de la manifestation des policiers, France Info invite Jordan Bardella (RN) et France Culture Patrick Buisson…*

*[*[*2*](http://www.elcorreo.eu.org/FURY-ROOMSommes-nous-rendus-en-France-au-point-de-fascisme-Pas-encore-Sommes-nous-en-voie-de-fascisation-Sans-doute#nh3-2)*] Voir Frédéric Lordon, La condition anarchique. Affects et institutions de la valeur, Seuil, Paris, 2018.*

*[*[*3*](http://www.elcorreo.eu.org/FURY-ROOMSommes-nous-rendus-en-France-au-point-de-fascisme-Pas-encore-Sommes-nous-en-voie-de-fascisation-Sans-doute#nh3-3)*] Giorgo Agamben, Karman. Court traité sur l’action, la faute et le geste, Seuil, 2018.*

*[*[*4*](http://www.elcorreo.eu.org/FURY-ROOMSommes-nous-rendus-en-France-au-point-de-fascisme-Pas-encore-Sommes-nous-en-voie-de-fascisation-Sans-doute#nh3-4)*] Voir Frédéric Lordon, Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent…, La Fabrique, 2019.*

Les trouvailles d’Agnès Bihl 4

*Glanées sur le net par* ***Agnès Bihl***



Chroniques du temps de Manu 1er l’Infaillible

*Par* ***Julie d’Aiglemont****.*

*Chronique du onzième jour du mois de juin, en l’an de très grande disgrâce vingt et un. Où il est question de geôle, de magnanimité bien étudiée et d’un certain égarement.*

Comme on n’avait point encore rétabli la justice de l’Ancien Régime, ce fut celle, plus clémente, de la vieille République qui s’appliqua. Ainsi le fol qui avait porté atteinte à la joue du Roy ne fut-il doncques point condamné comme son lointain ancêtre à écartèlement, mais à de la geôle. Après un jugement expéditif- on usait de bien moins d’empressement à punir les brutes qui molestaient leurs pauvres moitiés- on le mit tout uniment aux arrêts. Il fut déchu de ses droits à donner son suffrage lors des Tournois. Le pût-il encore le faire qu’il eût été juste qu’il donnât de la voix pour soutenir le vicomte de la Zizanie, le seul à avoir approuvé son petit crime de lèse majesté.

Le Roy cependant se montra fort magnanime avec son Damiens. Ce dernier n’avait-il point déclaré lui avoir trouvé le regard «sympathique» alors qu’il le contemplait se dirigeant à toute allure vers la foule des manants, prêt à dispenser sa sainte parole et leur imposer les mains ? «*Par rapport à ce qui s’est passé, il faut relativiser et ne rien banaliser*» fit savoir Notre Doucereux Samaritain dans un nouvel élan de son cher enmêmentantisme, «*Ce n’est pas grave de recevoir une gifle quand on va vers une foule pour saluer*». Tels furent les mots magnifiques qui tombèrent telles des perles de la grâcieuse bouche de Sa Sublime Sainteté. Mais il fallait sans coup férir faire oublier que ce vilain – qui allait goûter la paille humide des cachots – avait eu l’audace de se défendre devant ses juges. Il avait certes trouvé le regard du Roy «sympathique» mais aussi «menteur». «Je pense que le Monarc représente la déchéance de notre pays, ça a provoqué en moi du dégoût». On le fustigea pour ces mots, on le flétrit. Ce pauvre hère avait eu assurément l’entendement tout retourné, et la faute en revenait à ces maudits Engiletés avec qui il était allé s’accoquiner. Le cachot se chargerait de lui faire rendre gorge de son outrecuidance.

Le Premier Grand Chambellan dut encore une fois observer la quarantaine. On venait cependant de le voir courir dans tout Lutèce ! Fort d’avoir, au su et au vu de toute la Tarteupenéchionne, reçu l’onction de la Sainte-Vaccine, le brave baron s’en était allé gaillardement ripailler, se mettant au service, disait-il, de la noble cause des gargotiers, lesquels pouvaient enfin recevoir à nouveau des convives. On l’avait doncques vu gober ici quelques huîtres, là se repaître de bonnes charcuteries bien grasses et de tête de veau, en très bonne et joyeuse compagnie. Il suivait ainsi l’exemple du Roy qui avait décrété le retour des jours d’avant en se faisant voir en compagnie de Dame Bireguitte dans une auberge des plus modestes : foin de l’étiquette des gestes «barrière», qui ne devait plus s’appliquer qu’à la populace. Foin des masques ! Las ! Le Premier Grand Chambellan fit savoir qu’en l’espèce, la faute en revenait à sa tendre moitié, laquelle était allée on ne savait trop où et s’était retrouvée au contact de malades de la grippe visontine.

Ainsi en allait-il au Royaume du Grand Cul-par-dessus-Tête, en ce onzième jour du mois de juin, en l’an de très grande disgrâce vingt et un. Monseigneur le duc du Dard-Malin eut une crise mystique. Il déclara que si les Haineux remportaient des Tournois dans les Provinces, cela tiendrait de la marque satanique. Il ne se trouva aucun gazetier, aucune gazetière, pour crier au complot. L’odeur de soufre était pourtant pestilentielle.

Madame du Beaulide reçut en son hôtel de Céniouze le faux tribun monsieur Ruissellus, lequel, tel Pierre avant que ne retentît pour la troisième fois le chant du coq, trahit les principes de sa Faction, dans une lapalissade des plus navrantes. «*Les étrangers qui n’ont pas vocation à être dans notre pays ont vocation à rentrer chez eux*» déclara ce gandin, fort imbu de lui-même depuis qu’on le recevait dans les meilleurs salons de Lutèce. Peu importait les raisons qui avaient poussé ces pauvres hères sur les chemins du monde emplis de mille dangers, fuyant de leur contrée mille maux et mille misères, Monsieur Ruissellus devait montrer patte blanche pour être admis dans le cénacle de la Goâche, qu’on appelait aussi la Fausse Sénestre ou la Sénestre Raisonnable, selon le côté d’où l’on considérait les choses. Madame du Beaulide, qui s’était faite l’arbitre de ces adoubements, inclina fort gracieusement son chef fort blond et fort lisse, ce qui contrasta avec l’âcreté dont elle avait usé avec la belle Madame Autinus deux jours auparavant.

*Paru dans https://joursheureux.blog*

Portrait maison d’Adolphe Thiers

*Par* ***Albert Houcq.*** *Illustrations de* ***Goudal*** *et* ***André Gil,*** *glanées par l’auteur*

Une fois n’est pas coutume, aujourd’hui, je vais prendre soin de la frange la plus conservatrice de mon lectorat. Vous qui regrettez cet âge d’or où des gamins de huit ans travaillaient dans les mines, parce qu’au moins, pendant qu’ils attrapaient la silicose, ils ne faisaient pas de bêtises. Vous qui regardez avec nostalgie l’époque – pas si lointaine – où les femmes n’avaient pas encore le droit de vote et devaient obtenir l’accord de leur mari pour ouvrir un compte bancaire. Bref, vous qui incarnez la fine fleur de cette France dont la capitale fut un temps Vichy, je vous dis : Courage, c’est bientôt fini ! Oui, soyez rassuré(e)s : l’anniversaire des 150 ans de la Commune de Paris sera sous peu de l’histoire ancienne. Quant au bicentenaire de cette insurrection populaire qui inventa rien de moins que la démocratie directe, il n’est pas garanti qu’il soit célébré. En tout cas, ce ne sera pas moi qui vous en parlerai ; ce qui déjà est en soi une bonne nouvelle.



Pour le moment, quoi de plus légitime que j’évoque aujourd’hui, en cette fin mai 2021, le souvenir de la Semaine Sanglante qui 150 ans plus tôt – très exactement du 21 au 28 mai 1871 – battait son plein dans les rues de Paris. Toutefois, j’ai pensé que dresser un portrait – un peu «*à la Jean Bodin*» – du personnage-clef de cette répression à rendre jaloux par son ampleur, une junte birmane ou un dictateur syrien, ferait plaisir aux lecteurs/trices les moins enclin(e)s aux thèses progressistes. Je vous parlerai donc de quelqu’un qui adorait l’ordre autant qu’il détestait les ouvriers, un monsieur qui a donné son nom à de nombreuses rues dans tout le pays. A savoir Monsieur Thiers. Il en a d’ailleurs une, ici à Angers*.* Comme notre Jeannot Bodin local dont je vous ai déjà dit le plus grand bien. Il faudrait d’ailleurs que je me renseigne sur les modalités d’attribution des noms de rues dans notre bonne ville d’Angers. Apparemment, être une crapule patentée ne constitue pas un critère éliminatoire. Mais revenons au parcours de Monsieur Thiers. Adolphe de son prénom. Bon, il ne faut pas tirer de conclusion hâtive sur le seul prénom. D’autant que l’autre – celui qui est hélas encore plus célèbre que notre Monsieur Thiers – n’est pas son contemporain. Et lui au moins, n’a pas de rue à son nom, que je sache ! Heureusement qu’il y a des limites à l’indécence…

Adolphe Thiers nait un beau jour d’avril 1797 dans la ville qui a donné son nom à notre hymne national. Faut-il y voir les prémices d’une vocation à diriger le pays ? Elève studieux autant que brillant – un véritable savant de Marseille ! – notre petit Adolphe (sa taille n’atteint qu’un mètre cinquante-cinq, peuchère !), est dévoré d’ambition. Être une demi-portion et s’appeler «Thiers», c’est drôle, non ?… Bon, son diplôme d’avocat en poche, le voilà qui quitte sa Provence natale, ses santons et sa bouillabaisse, pour monter à la capitale et se familiariser avec la cuisine politique. Là, il va côtoyer du beau linge. Comme le Prince de Talleyrand, dont Napoléon Bonaparte disait qu’il était, je cite : de la merde dans un bas de soie. On voit que notre petit Adolphe est en bonne compagnie. Parrainé par un tel mentor, il fréquente les salons parisiens qui comptent, et sait saisir les opportunités qui se présentent.



C’est ainsi qu’en 1830, il sent le vent tourner – les girouettes sont souvent munies d’un sens inné dans ce domaine – précisément quand le roi Charles X, met fin à la relative liberté de la presse qui prévalait jusqu’alors. Ça tombe bien, en plus d’être avocat, notre Adolphe est journaliste. Il rédige une protestation bientôt signée par une quarantaine de ses confrères. La colère monte aussi vite que le thermomètre en cette fin juillet 1830 ; après trois jours d’émeutes, Charles X prend la poudre d’escampette. Il est aussitôt remplacé par un petit nouveau que l’on n’attendait pas, Louis-Philippe ; les insurgés qui pensaient balayer la royauté, voient s’éloigner l’idée même de république qu’ils ont à peine entraperçue. Et qui donc a convaincu le gars Louis-Philippe – qui n’incarne pas encore un style de mobilier – de ramasser la couronne tombée dans le ruisseau ? Vous pariez pour Adolphe Thiers… et vous avez raison. Thiers, qui est déjà un personnage influent, parvient à faire miroiter un destin royal à Loulou-Phiphi 1er. Thiers qui avec sa pétition, est tout de même à l’origine du soulèvement parisien, se dit que maintenant que le ménage est fait, le bon peuple de Paris devrait rentrer sagement à la maison. En gros, il est temps d’appeler les pompiers pour éteindre l’incendie qu’il a lui-même allumé. Et en trois coups de cuiller à pot, notre «rase-bitume de la Canebière» devient faiseur de roi. Commence alors pour lui une ascension fulgurante. En un trimestre, le bougre est conseiller d’état, puis député, et enfin ministre. Pas mal pour un petit provincial du «Thiers-Etat» !…Si notre Adolphe sait cultiver son entregent, il sait aussi se servir de son entrejambe. Il est notoire que les hommes de pouvoir – fussent-ils de petite taille – ont des maîtresses. Ce cher Adolphe ne fait pas exception à la règle et entretient une liaison avec l’épouse d’un financier de ses amis. La dame est tellement satisfaite de son amant qu’elle finit par en faire son gendre. Quand on a une fille âgée de quinze ans, il est vrai qu’il est temps de songer à son mariage. Vous imaginez si la malheureuse se retrouvait à coiffer Ste Catherine ! Et quand on est une mère soucieuse du bonheur de son enfant, autant avoir une bonne connaissance des mains qui se promèneront sur son corps d’adolescente. On peut en conclure que désormais Monsieur Thiers a une moitié… avec laquelle il emménage chez ses beaux-parents. La crise du logement, déjà ! C’est aussi plus pratique pour poursuivre la relation avec la mère tout en ayant une vie conjugale avec la fille. Cerise sur le gâteau, la sœur cadette partagera également avec son aînée et sa maman, la vitalité de notre Adolphe. Certes, ce n’est pas encore l’ambiance familiale décrite par Camille Kouchner dans son best-seller, mais l’on atteint déjà là, un niveau plus que correct. Thiers est si emblématique, par son élévation sociale comme par ses turpitudes qu’il a inspiré à Balzac, son fameux personnage de Rastignac. Le mètre-étalon de l’arrivisme.

On pourrait penser que Monsieur Thiers a atteint son apogée en tant que ministre des finances. Que nenni ! Ce cher Adolphe va déployer tout son savoir-faire au Ministère de l’Intérieur. Il faut dire aussi que dans cette bonne ville de Lyon, les travailleurs de la soie – les fameux Canuts – protestent contre une baisse substantielle de leur salaire et entreprennent d’ériger des barricades. Notre Adolphe ne fait pas dans la dentelle au pays de la soie : 600 morts plus tard, l’ordre est rétabli. Ce sera en quelque sorte un galop d’essai pour Monsieur Thiers, puisqu’il atteindra plus tard au moins les 20 000 morts en écrasant la Commune de Paris. Ce qui représente tout de même – Paris comptant alors guère plus de 2 millions d’habitants – la bagatelle d’un(e) parisien(ne) sur 100 fusillé(e) en sept jours. S’ajouteront ultérieurement à la tuerie de mai, presque une centaine d’exécutions supplémentaires, 5000 décisions de déportation, pratiquement autant de condamnations à des peines de prison dont plus du quart à la perpétuité, prononcées par les tribunaux d’exception – les fameux conseils de guerre – de Monsieur Thiers.

Mais avant cela, notre Adolphe donnera libre cours à son côté girouette, en soutenant tout d’abord Louis-Napoléon Bonaparte – le futur empereur Napoléon III – avant de se fâcher avec. Position finalement couronnée de succès, car une fois Badinguet vaincu par les Prussiens auxquels il a eu l’idée saugrenue de déclarer la guerre, qui donc ira négocier avec les vainqueurs les conditions de l’armistice ? Encore et toujours Monsieur Thiers ! Quand je dis «négocier», il ne faut rien exagérer ; il s’agit surtout d’apposer la signature de la France au bas d’un acte de capitulation. Et de régler rubis sur l’ongle, les faux frais engagés par Bismarck dans ce conflit. 5 milliards de francs or. Une misère ! Oui, on peut parler alors de Thiers payant. Anecdote : la somme est remboursée fissa grâce à un emprunt au taux particulièrement attractif. Le parti de l’ordre fraternise donc sans difficulté avec celui du bas de laine, car notre Adolphe sait préserver le droit des Thiers… surtout s’ils sont pleins aux as.

Bref, Monsieur Thiers, parce qu’il s’est opposé à un Badinguet désormais au rebut, est redevenu l’homme fort du pays, et la coqueluche de l’assemblée de royalistes qui vient d’être élue. Un comble dans un pays qui vient de proclamer la République ! Comme ce dernier Thiers du XIXème siècle est une époque qui ne craint pas les paradoxes, ladite assemblée prend ses quartiers à Versailles. Joli clin d’œil à l’absolutisme royal, pas vrai ?

Et cela permet de diriger à distance le massacre de la population parisienne sans avoir à redouter une balle perdue. Entrées dans Paris, les troupes versaillaises transforment en passoires hommes, femmes, enfants, sans discernement, durant une pleine semaine. Pour l’ensemble de ses exploits, notre Adolphe deviendra le premier président de la Troisième République. Un modèle de réussite qui méritait bien d’avoir quelques rues à son nom à travers tout le pays.

*Paru sur https://lesaltimbhoucq.com, le site d’Albert Houcq*

Les trouvailles d’Agnès Bihl 5

*Glanées sur le net par* ***Agnès Bihl***

Ils vécurent heureux et eurent beaucoup d'emmerdements...

****

**Un militant pacifique harcelé par la police et la justice**

*Par Jean-Pierre Anselme*

Hasard du calendrier, quelques heures après la manifestation policière du 19 mai, Frédéric Vuillaume, syndicaliste et Gilet jaune, qui subit depuis deux ans un harcèlement continu de la part de la police et de la justice (gardes à vue, arrestations, amendes, poursuites...), passera en procès le 20 mai pour sa participation à une manifestation contre la loi «Sécurité Globale». Frédéric Vuillaume a 49 ans. Il habite à Besançon où il est agent d’entretien dans un lycée depuis plus de 20 ans. En plus de son activité professionnelle, il est un militant de longue date, syndiqué à Force Ouvrière. Ce père de famille n’avait jamais eu à faire à la police ni à la justice avant de s’impliquer dans le mouvement des Gilets Jaunes. Sa participation pacifique au mouvement a donné lieu à de nombreuses gardes à vue, arrestations, amendes et poursuites en justice. Son histoire est emblématique du harcèlement dont certains manifestants pacifiques peuvent faire l’objet en France.

Chronologie d’un acharnement : deux ans, sept gardes à vue

17 novembre 2018 : Frédéric Vuillaume participe au premier rassemblement du mouvement des Gilets Jaunes, sur un rond-point à Besançon. Tous les samedis à partir de cette date, il portera son gilet jaune, mégaphone à la main.

27 décembre 2018 : La police arrête Frédéric Vuillaume à une manifestation du mouvement des Gilets Jaunes. Il passe huit heures en garde à vue pour «organisation d’une manifestation non déclarée» et «participation à un rassemblement susceptible de troubler l’ordre public». Il est remis en liberté sans inculpation.

27 février 2019 : Frédéric Vuillaume est de nouveau convoqué au commissariat. La police l’informe qu’il fait l’objet d’une enquête pour participation à un «groupement en vue de la préparation de violences», «entrave à la circulation et organisation d’une manifestation non déclarée». Il est détenu pendant plus de cinq heures avant d’être libéré, sans inculpation.

28 février 2019 : À 6 h 30 du matin, la police perquisitionne son domicile et saisit son téléphone, son ordinateur portable et celui de son ex-épouse. Il passe ensuite 12 heures en garde à vue pendant laquelle les policiers l’interrogent au sujet de ses publications sur Facebook. Ils affirment qu’il est l’un des organisateurs des manifestations non déclarées alors qu’il se contente de partager des informations sur les réseaux sociaux. Une fois encore, aucune poursuite n’est engagée à l’issue de cette garde à vue.

13 mars 2019 : Le ministre de l’Intérieur de l’époque, Christophe Castaner est en déplacement à Besançon. À cette occasion, plusieurs Gilets Jaunes manifestent pour dénoncer notamment les violences policières. À ce titre, Frédéric Vuillaume scande alors à haute-voix, avec les autres manifestants : «Castaner assassin !». Un slogan qui lui vaut 24 heures de garde à vue et une condamnation pour outrage. Après deux ans de procédures judiciaires, le 23 mars 2021, la Cour de cassation a annulé sa condamnation.

17 décembre 2019 : Il est arrêté lors d’une manifestation contre la réforme du système des retraites et passe 24 heures en garde à vue pour «entrave à la circulation». Des poursuites sont engagées.

9 janvier 2020 : Il est placé en garde à vue après avoir participé à deux actions visant à ralentir le trafic routier afin de protester contre la réforme du système des retraites. Il passe 24 heures en garde à vue pour «entrave à la circulation». Des poursuites sont aussi engagées et les deux affaires,17 décembre et 9 janvier, sont regroupées.

29 juin 2020 : La décision dans les deux affaires relatives au délit d’entrave à la circulation tombe : Frédéric Vuillaume est relaxé.

5 décembre 2020 : Il participe à une manifestation contre la proposition de loi «Sécurité Globale». à Dijon. Il est arrêté et placé en garde à vue pendant 44 heures. Il est poursuivi pour délit d’«attroupement».

20 mai 2021 : Son procès a eu lieu. Il y risquait un an de Prison et 15.000 € d’amende. Au grand dam de M. Darmanin, Frédéric Villaume est une fois de plus relaxé.

Des violences cachées mais bien réelles

Avant 2018, ce père de famille n’avait jamais eu à faire à la police, ni à la justice. Ces interpellations et procès à répétition ne sont pas anodins : passer des heures en détention laisse des traces, attendre des procès est source de stress. Cet acharnement est une forme de violence qui peut avoir des effets dévastateurs. Des violences qu’on ne voit pas mais qui sont bien réelles. En deux ans, il a passé plus de 140 heures en garde à vue. Frédéric Vuillaume : «Aujourd’hui, en France, manifester, revendiquer deviennent des délits et j’en suis malheureusement un exemple bien vivant. J’ai bientôt 50 ans et je n’avais jamais fait de garde à vue, je n’avais jamais eu de procès»*.*

Définir le consentement ?

*Par* ***Saül Karsz***

Retour à la question du consentement. L’affaire, en effet, ne va aucunement de soi, ni dans ses déclinaisons nécessairement multiples, ni dans les témoignages disparates censés l’illustrer, ni enfin dans les commentaires qu’elle inspire. Y retourner est une tentative de mise au clair – de définition. Celle-ci est impossible sans opter pour l’un des deux statuts de ladite définition : statique ou dynamique ?

La définition est statique quand on cherche à identifier la substantifique moelle du consentement, ce qui le caractérise en propre et permet de distinguer le faux du vrai consentement, celui arraché sous la contrainte, la séduction, la manipulation ou qui au contraire rayonne librement grâce à la volonté autonome des sujets respectés dans leurs désirs et dans leurs droits. Il s’agit ici d’appréhender le noyau dur du consentement, son socle fondateur. Définir veut dire immobiliser pour toujours. Vaste projet qu’on retrouve dans toutes sortes de discours. Ceux-ci fonctionnent au consensus, soit aux malentendus partagés et aux sous-entendus supposément universels. Rien de plus évident tant qu’on ne s’avise pas de réclamer de la rigueur conceptuelle et de la pertinence opérationnelle. Poser la question du *pourquoi* porte atteinte au moralisme ambiant.

La définition est dynamique quand on cherche à repérer sa constitution composite, les multiples tendances pas toujours convergentes qui la parcourent, les équilibres et les déséquilibres qui la font exister. Le consentement ne relève pas de l’imposition – qu’il est cependant loin d’exclure complètement. Il résulte bien de la décision d’un sujet – qui ne maitrise pas pour autant les tenants et aboutissements de sa décision. Le consentement n’est pas une chose mais un processus en ébullition plus ou moins prononcée. Impossible sans paradoxes, sans conflits, sans avancées et sans revers. Ce n’est pas sa pseudo-essence qu’il s’agit de guetter mais ses transformations dans le temps et dans l’espace, les acquiescements et les refus dont il est également et indissociablement constitué. On consent quand – et aussi longtemps que - le «oui» l’emporte *tendanciellement* sur le «non». Les interventions en la matière gagnent en pertinence dans la mesure où elles s’adonnent moins à un objet imaginaire (Le Consentement) pour prendre davantage en compte l’indépassable complexité des consentements.

*Paru dans www.pratiques-sociales.org*

Les trouvailles d’Agnès Bihl 6

*Glanées sur le net par* ***Agnès Bihl***



La Journée des médecins

*Par José Barros, traduit du portugais par João Silveirinho*

Hier c'était la Journée des médecins et je ne savais même pas qu'il y avait une Journée des médecins. Et je ne sais pas encore si pour cette journée c'est comme pour la fête des mères et si les gens qui sont allés voir leur médecin hier devaient lui apporter un bouquet de fleurs ! C'est que, justement, je suis allé à mon rendez-vous hier et je n'ai pas apporté de fleurs. En fait, comme je l'ai dit, je ne savais même pas que c'était la Journée des médecins. J'ai seulement su que c'était la Journée des médecins vers dix ou onze heures du soir via un message sur facebook, et il était trop tard pour aller lui apporter des fleurs !

Dès que j'ai su que c'était la Journée des médecins, j'ai fait des recherches pour comprendre le pourquoi de cette journée et dans cette recherche, j'ai trouvé une autre information, une information bien plus triste : j'ai trouvé l'information qu'au Portugal nous avons 700 000 familles sans médecin de famille. Putain ! À qui ces 700 000 familles peuvent-elles apporter des fleurs ? Sept cent mille familles sans médecins qui pourraient s'inquiéter plus particulièrement de leur état de santé est un nombre trop élevé ! En France, très probablement, il y aura aussi beaucoup de familles sans médecin et on ne sait pas jusqu’à quel point je serais même un cas rare.

Mais c'est une fierté pour moi de pouvoir dire que j'ai un médecin de famille qui par coïncidence, doit être l'un des meilleurs médecins de France ! Hier, je ne lui ai pas apporté de fleurs parce que je ne savais pas que c'était sa Journée pour les fleurs, mais en tant que ′′patient′′ j'ai été très gentil. Quand il m'a demandé comment je me sentais, je lui ai dit avec un large sourire qui je me sentais parfaitement bien. C'est rare, très rare, d'entendre cet optimisme dans mon bureau, m'a dit le docteur. Mais je ne pense pas que ça lui ait traversé l'esprit que je serais allé dans son bureau pour lui apporter des fleurs.

Je lui ai rappelé que j'allais le voir en visite post covid et pour qu'il analyse mon degré d'immunité et compte un par un les anticorps de protection qu'il y avait dans mon sang. Il a vérifié les analyses et alors c'est lui qui a exprimé sa satisfaction en commentant des résultats qui ne pouvaient pas être meilleurs ! J'ai été heureux, bien sûr, mais ce truc de la Journée des médecins, maintenant que je sais qu'ils ont leur Journée, et ce truc des 700000 familles sans médecin de famille empêchées d'offrir des fleurs à leur médecin, continuent à tourmenter ma conscience !

Moment de tendresse dans un monde de brutes

*Glané sur le net par Lenina Pereira Machadinha*



Un dépot de plainte

*Par Alain Filou*

Bonjour à toutes et à tous, A bientôt 73 ans, pour la première fois de ma vie je viens, ce matin, de déposer une plainte. Vous en trouverez le texte ci-après. Elle est enregistrée sous le numéro de parquet 21162000150. Je l'ai déposée pour deux raisons : d'une par ce que je me sens effectivement menacé, et de deux, et surtout, par ce que je suis scandalisé que l'on ose agir pour tenter de faire baisser encore plus la participation aux élections. Je me suis aperçu que, mine de rien, les deux zozos se disant Papacito et Code Rheino n'attaquent pas moins de trois des quatre droits fondamentaux qui me sont garantis par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, et donc par l'actuelle constitution, à savoir : ma liberté (de choisir), ma Sureté (c'est comme ça que les pères fondateurs appelaient ce qui est devenu Sécurité), mon droit de résister à l'oppression que j'estime mettre en œuvre dans mes votes; ça fait quand même un peu trop pour que je reste sans réagir.

Du coup, je me suis aperçu que depuis le temps que je disais que la république me donnait des droits, je ne les utilisais pas forcément beaucoup. Ce qui fait que le texte que vous avez en page jointe est enregistré au tribunal de Paris. J'avais envie de vous dire ça parce que c'est quand même un évènement dans ma vie et puis aussi pour vous dire que si, comme moi, vous êtes de plus en plus chatouillés par ces mises en causes de plus en plus fréquentes de nos libertés et/ou par le fait que la volonté générale est une chose qui a une importance certaine dans la conduite de la chose publique, rien ne vous interdit de faire comme moi. Merci de m'avoir lu, portez vous bien, amitiés et/ou bisous.

*Objet : Dépôt de plainte du chef de provocation directe non suivie d’effet à commettre des atteintes volontaires à la vie et/ou à l’intégrité de la personne (article 24 alinéa 1er de la loi du 29 juillet 1881)*

*Madame, Monsieur le Procureur de la République, Je soussigné Alain FILOU , Né le 22 juillet 1948 à Coulombiers, Vienne (86), de nationalité Française, demeurant … A l’honneur de déposer plainte entre vos mains contre X pour les faits suivants :*

*Le 6 juin 2021, une vidéo intitulée «Le gauchisme est-il pare balles ?» a été mise en ligne sur le réseau YouTube. Cette vidéo met en scène le YouTubeur Papacito, militant revendiqué d’extrême droite. Avec un dénommé «Code Rheino», tous deux revêtus de tenues paramilitaires, les protagonistes de la vidéo s’attèlent à mettre en pièces un mannequin en plastique représentant un stéréotype désolant de l’électeur de La France Insoumise, à grand renfort d’armes à feu et de couteaux de chasse. J’ai été très choqué de constater la mise en scène du meurtre d’un électeur de La France Insoumise, identifiable dans la vidéo visant expressément «les personnes qui votent pour le parti de Jean-Luc Mélenchon». Force est de constater que les propos provoquent à la commission de violences envers une catégorie de citoyens, ciblés pour leurs convictions, à laquelle j’appartiens.*

*L’article 24 alinéa 1er de la loi du 29 juillet 1881 incrimine la provocation directe, notamment par tout moyen de communication au public par voie électronique, non suivie d'effet, à commettre des atteintes volontaires à la vie ou des atteintes volontaires à l'intégrité de la personne. L’élément intentionnel de ce délit réside dans la volonté ou la conscience de l’auteur de créer, par un acte de provocation l’état d’esprit propre à susciter la commission du crime ou du délit. Or, il m’apparaît que, tant l’état d’esprit que les termes de la vidéo, extrêmement violents et explicites à l’égard des militants/ sympathisants de La France Insoumise et des électeurs de gauche, ont vocation à susciter des actes de violence à leur encontre. La vidéo, en banalisant le recours aux armes, met les internautes dans un état d’esprit selon lequel, ils pourraient à leur tour acquérir de telles munitions et en faire usage dans leur jardin, ou tout simplement sur ma personne.*

*Une telle perspective, revendiquée sur YouTube, est tout simplement intolérable et angoissante ! C’est la raison pour laquelle j’entends déposer plainte entre vos mains du chef de provocation directe non suivie d’effet à commettre des atteintes volontaires à la vie et/ou à l’intégrité de la personne, visé et réprimé par l’article 24 alinéa 1er de la loi du 29 juillet 1881, contre tout auteur que votre enquête permettra d’identifier. Je vous remercie par avance de toute l’attention que vous porterez à la présente plainte et de me tenir informé.e des suites que vous entendrez y donner. Je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur le Procureur de la République, l’expression de mes salutations distinguées.*

*Alain Filou*

La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !